

ATTENDU QUE cette action prévoit notamment la mise en place de solutions intégrées en réponse aux défis gouvernementaux;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2^o de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation (chapitre M-14.1), dans l'exercice de ses responsabilités et en prenant charge de la coordination des acteurs concernés, le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE, en vertu des premier et deuxième alinéas de l'article 4 de cette loi, le ministre doit établir des objectifs et élaborer des politiques, des stratégies de développement et des programmes propres à assurer l'accomplissement de sa mission, et ce, en favorisant la synergie des acteurs concernés, ces objectifs, politiques, stratégies de développement et programmes doivent tenir compte des caractéristiques propres aux régions visées et il peut, de plus, prendre à cette fin toutes autres mesures utiles, notamment offrir, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son accompagnement aux entrepreneurs ainsi que son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), sous réserve de l'article 4 de ce règlement, tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie à octroyer une subvention d'un montant maximal de 2 000 000 \$ au Centre de recherche informatique de Montréal inc., au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour soutenir la mise en œuvre de l'action 12 de la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront établies dans une convention de subvention à être conclue entre le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et le Centre de recherche informatique de Montréal inc., laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie :

QUE le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie soit autorisé à octroyer une subvention d'un montant maximal de 2 000 000 \$ au Centre de recherche informatique de Montréal inc., au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour soutenir la mise en œuvre de l'action 12 de la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;

QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention soient établies dans une convention de subvention à être conclue entre le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et le Centre de recherche informatique de Montréal inc., laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

La greffière du Conseil exécutif,
DOMINIQUE SAVOIE

82803

Gouvernement du Québec

Décret 397-2024, 13 mars 2024

CONCERNANT le mandat à Investissement Québec de coordonner un service d'accompagnement spécialisé en matière de productivité et de main-d'œuvre

ATTENDU QUE le Plan budgétaire de mars 2023 prévoit qu'Investissement Québec, en partenariat avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, puisse offrir un nouveau service d'accompagnement spécialisé en matière de productivité et de main-d'œuvre et qu'une somme de 4 500 000 \$ sur 5 ans est prévue pour le déploiement de cette mesure;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 21 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1), Investissement Québec doit exécuter tout autre mandat que peut lui confier le ministre ou le gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec de coordonner un service d'accompagnement spécialisé en matière de productivité et de main-d'œuvre, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret et toute autre condition ou modalité usuelle que pourrait fixer Investissement Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et de la ministre de l'Emploi :

QU'Investissement Québec soit mandatée de coordonner un service d'accompagnement spécialisé en matière de productivité et de main-d'œuvre, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret et toute autre condition ou modalité usuelle que pourrait fixer Investissement Québec.

La greffière du Conseil exécutif,
DOMINIQUE SAVOIE

82805

Gouvernement du Québec

Décret 398-2024, 13 mars 2024

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 7 637 975 \$ à Les Énergies Tarquti inc., au cours des exercices financiers 2024-2025 à 2026-2027, pour réaliser un projet visant l'accompagnement de communautés du Nunavik pour la planification énergétique et le développement de projets d'énergie renouvelable d'envergure et la modification de certaines conditions et modalités d'octroi de la subvention autorisée par le décret numéro 495-2022 du 23 mars 2022

ATTENDU QUE, par le décret numéro 495-2022 du 23 mars 2022, le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles a été autorisé à octroyer une subvention d'un montant maximal de 8 000 000 \$ à Les Énergies Tarquti inc., au cours des exercices financiers 2021-2022 à 2024-2025, pour réaliser un projet visant l'accompagnement de communautés du Nunavik pour la planification énergétique et le développement de projets d'énergie renouvelable d'envergure;

ATTENDU QUE, conformément à ce décret, les conditions et modalités d'octroi de cette subvention sont établies dans une convention intervenue le 27 mars 2022;

ATTENDU QUE des modifications doivent être apportées à cette convention afin notamment de reporter la date de fin du projet et de rendre admissibles les dépenses liées à la réalisation de travaux préparatoires;

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie est responsable de la mise en œuvre de l'action 1.10.1.1 du Plan de mise en œuvre 2023-2028 du Plan pour une économie verte 2030 visant à accompagner les communautés hors réseau dans la planification et la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 13^o du premier alinéa de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2) les fonctions et pouvoirs du ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie consistent plus particulièrement à assurer le maintien des approvisionnements en énergie;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 15 de cette loi le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie peut, pour l'exercice de ses fonctions, accorder des subventions;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), sous réserve de l'article 4 de ce règlement, tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QUE cet avenant constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, malgré toute autre disposition législative, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014, une entente qui a pour objet le versement d'une aide financière en faveur d'un organisme public fédéral est exclue de l'application notamment du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi;

ATTENDU QUE cet avenant est visé par le décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie à octroyer une subvention maximale de 7 637 975 \$ à Les Énergies Tarquti inc., soit un montant maximal de 186 849 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025, de 3 426 451 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026 et de 4 024 675 \$ au cours de l'exercice financier 2026-2027, pour réaliser un projet visant l'accompagnement de communautés du Nunavik pour la planification énergétique et le développement de projets d'énergie renouvelable d'envergure et de modifier certaines conditions et modalités d'octroi de la subvention autorisée par le décret numéro 495-2022 du 23 mars 2022, et ce, conditionnellement à la signature d'un avenant à la convention intervenue le 27 mars 2022, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;